



A PITHIVIERS, LE VRAI-FAUX SIP, C'EST PAS DU GÂTEAU

Un camarade du Bureau National s'est déplacé à Pithiviers le 27 novembre afin de visiter le SIP en préfiguration avec les membres du bureau de section.

Dès notre arrivée, deux évidences nous ont sauté aux yeux : Le SIP a à peine dépassé le stade de l'ébauche et les agents travaillent sur un plateau qui cumule les inconvénients.

LE VRAI FAUX SIP

Depuis le 1^{er} septembre 2008, le 15 agents de la trésorerie mixte qui était située à 800 m du CDI ont rejoint ce dernier. Trois d'entre eux se sont installés au milieu du secteur d'assiette « open space » au 1^{er} étage et les 11 autres, toujours affectés au Secteur public Local, ont investi les locaux du rez-de-chaussée laissés vacants depuis le départ des agents ICE vers le pôle départemental.

Mais, 1^{ère} surprise, le site n'est toujours pas configuré en Hôtel des Finances et aucune signalétique n'indique l'existence du SIP. L'accueil dit primaire est dédoublé (un guichet SPL plus un accueil d'orientation vers les services DGI).

La 2^{ème} surprise se situe à l'étage abritant le SIP : Les agents du trésor reçoivent les clients (dixit le trésorier) venant pour le recouvrement et les agents des Impôts continuent de recevoir les usagers venant au sujet de l'assiette de leurs impôts.

Il y a donc deux files d'attente distinctes afin de ne pas fausser les statistiques liées à la certification de l'accueil selon les dires du trésorier qui sera officiellement chef du SIP à compter du 1^{er} janvier 2009.

Moralité : Les indicateurs actuels empêchent de réaliser l'accueil fiscal dans un SIP pourtant préfigurateur ! Cerise sur le gâteau, l'agent d'accueil peut déclencher une sonnette pour indiquer aux collègues du SIP qu'un usager arrive, mais ils ne savent pas si c'est pour l'assiette ou le recouvrement...

Toutefois, cette situation ne devrait pas perdurer puisque les stages « accueil fiscal » vont bientôt pleuvoir dans les deux réseaux. Cela dit, ils serviront peut être à alléger le travail des agents des Impôts qui reçoivent en masse des demandes de remises gracieuses. En effet, jusqu'à présent, les agents de certaines trésoreries composant le Guichet Fiscal Unique remplissent ou font remplir à tour de bras les fiches de visite quand les contribuables leur demandent un étalement des sommes dues !

Pour les agents chargés du recouvrement, rien n'a changé dans leur travail depuis le passage en vrai-faux SIP puisqu'ils continuent à faire exactement la même chose qu'avant avec les mêmes charges. Le seul changement réside dans leurs conditions de vie au travail puisque depuis leur emménagement au sein du CDI, ils souffrent comme leurs collègues Impôts des nuisances sonores importantes provoquées par le travail en plateau.

Les téléphones qui sonnent sans arrêt, les bras qui manquent pour les décrocher, les allées et venues incessantes pour aller recevoir les contribuables dans les boxes situés à l'autre bout du CDI, tout cela génère une forte tension.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL, C'EST PAS DU GÂTEAU

Contrairement aux beaux discours entendus à Paris lors des groupes de travail nationaux présidés par le Directeur général, la concertation n'existe pas dans le Loiret. Le DSF, vraisemblablement en accord avec le TPG, a tout décidé d'Orléans : Fusion des SAID imposée, travail en plateau décrété, demande de cloisons refusée...

Pire encore, le directeur prétend que « tout va bien à Pithiviers » alors que les agents lui ont clairement dit le contraire lors de sa dernière visite !

Dès notre arrivée dans le SIP, les agents nous ont immédiatement interpellé sur le manque d'effectifs (de contrôleurs notamment) et sur l'impérieuse nécessité de réinstaller des cloisons pour casser le brouhaha permanent.

Dans un deuxième temps, la désorganisation du travail a été évoquée. En effet, si la saisie au fil de l'eau sans mise à jour exhaustive de la TH permet d'avoir les indicateurs au vert en juillet, ils virent au rouge quand les contentieux TH remplissent quotidiennement les bannettes courrier !

D'autre part, la redistribution des dossiers professionnels vers le pôle ICE de Montargis occasionne un surcroît de travail pour les agents de secteurs lors de l'enregistrement des contentieux des contribuables professionnels ou lors des CSP : navette entre services éloignés, difficulté pour savoir qui est compétent, pièces ou dossiers supposées manquantes, etc... La proximité avait quand même quelques avantages !

Enfin, si la situation se dégrade pour les agents alors même que le SIP est loin d'être une vraie réalité, l'encadrement local semble aussi être en but à pas mal de difficultés pour gérer cette préfiguration certes « canada-dry » mais quand même très contraignante.

Du cadre C au A+, c'est « travaux forcés » pour tout le monde à Pithiviers jusqu'au moment où les agents en arrêt maladie seront plus nombreux que ceux présents au bureau...